



CONTRE LA DISPARITION DU DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE ET DE SES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITE

Après les lois MAPTAM ET NOTRe qui ont bouleversé l'organisation administrative territoriale, cela fait maintenant plusieurs mois que, dans la mise en place progressive de la **Métropole du Grand Paris**, le gouvernement entretient l'idée d'une disparition programmée des départements de la petite couronne parisienne (92-93-94) dont le Val-de-Marne, sans consultation préalable de la population, lesquels fusionneraient dans la Métropole.

Sous couvert de compétition internationale et de simplification administrative, le gouvernement songe à s'attaquer aux échelons de l'organisation territoriale (communes, départements, métropoles, régions), à leurs services publics de proximité et à éloigner toujours plus les citoyen-ne-s des lieux de décision pour réduire les dépenses publiques.

Les risques pour les Val-de-Marnaises et Val-de-Marnais sont importants, la disparition du département remettrait en cause l'ensemble des politiques publiques volontaristes initiées par le Conseil Départemental : aides aux transports (carte Améthyste, remboursement à 50% de la carte Imagine R), crèches départementales, ordinateurs pour les collégien-ne-s, parcs départementaux, villages vacances, soutien à la culture, aux sports, à la vie associative, au logement social, ...

Les conséquences éventuelles de la suppression du département sur la situation de milliers d'agents suscitent aussi de vives inquiétudes. Nous refusons la remise en cause de leurs missions, de leur statut et toute aggravation de leurs conditions de vie et de travail.

Alors que de nombreux services publics sont attaqués au nom de l'austérité, que leur proximité avec les usagers est régulièrement remise en cause ; la disparition du département du Val-de-Marne éloignerait davantage la population, notamment les plus précaires, de l'accès à des services et prestations qui répondent à leurs droits et besoins comme à la nécessaire redistribution des richesses produites à l'heure où les inégalités ne cessent de s'accroître.

Nous entendons réaffirmer notre opposition au projet de suppression du département du Val-de-Marne et appelons à une mobilisation massive le 7 février 2018 à partir de 11h00 devant la préfecture du Val-de-Marne à l'occasion de la « Journée sans département », journée de fermeture des services publics départementaux.

Créteil le 30 janvier 2018